



Face à l'aggravation de la crise systémique

CONSTRUISONS ENSEMBLE

LES MOBILISATIONS NÉCESSAIRES!

La crise systémique, celle du système capitaliste, atteint aujourd'hui une ampleur considérable et probablement sans précédent depuis celle de 1929. Une crise qui, dans ses dimensions internationales, européennes et nationales, ne cesse de s'aggraver.

- **Le chômage ne cesse d'augmenter** : 3 888 300 personnes inscrites à Pôle Emploi à la fin du mois de juillet. BERCY annonce une nouvelle et forte hausse dès lors que 600 000 jeunes arrivent sur le marché du travail, auxquels il faut rajouter les salariés frappés par les licenciements, les intérimaires en fin de mission ou encore les travailleurs saisonniers en fin de contrat...

- **Le pouvoir d'achat des salariés, des privés d'emploi, des retraités demeure insuffisant**. Alors que la DARES (service statistique du ministère du travail) indique que le nombre de salariés payés au SMIC augmente, le gouvernement a refusé d'aller au delà de la revalorisation minimale légale de ce dernier. Les contentieux relatifs aux évolutions et modalités de rémunération des agents des fonctions publiques demeurent entiers, il en est de même s'agissant de l'indemnisation des privés d'emploi ou encore du niveau des retraites.

- **La situation des finances publiques connaît une forte dégradation**. Elle produit et pourrait produire des effets de plus en plus régressifs s'agissant des modalités et des capacités de financement des budgets de l'État, des collectivités locales, mais aussi de notre système de protection sociale au sens large du terme (allocations familiales, protection contre les risques liés à la maladie, à la vieillesse, aux maladies professionnelles et aux accidents du travail...).

Cette aggravation de la crise trouve son origine dans la phase actuelle d'une mondialisation libérale générant une mise en concurrence exacerbée et à une échelle sans précédent du monde du travail, une financiarisation insupportable de l'économie du fait des exigences nouvelles et démesurées de rentabilité du capital, une dévalorisation du rôle et de la place du travail qui se voit affecter une moindre part de la valeur ajoutée produite...

Il y a donc besoin de construire et d'imposer la prise en compte de revendications, de propositions, de réponses systémiques au service d'une transformation profonde et durable de la société et de son ordre public économique et social.

Telles ne sont pas les intentions et surtout la réalité des politiques mises en œuvre tant par les pouvoirs publics que par le patronat.

Ainsi et pour ne donner que quelques exemples :

- **Les objectifs patronaux, présidentiels et gouvernementaux poursuivis au travers de la réforme de l'État, des révisions générales des politiques publiques et des prélèvements obligatoires sont confirmés.**

- **Les projets de loi de finances et de financement de la sécurité sociale au titre de l'année 2010 s'avèrent particulièrement régressifs** : 33 493 suppressions d'emplois de fonctionnaires sont envisagées ... La suppression de la taxe professionnelle, l'instauration d'une taxe carbone ou encore l'augmentation du forfait hospitalier sont également envisagés...

- **Le service public fait l'objet d'une offensive sans précédent** puisqu'aux attaques contre les fonctions publiques de l'État, territoriale (réforme des finances et de la fiscalité locales - projet de loi relatif à la réforme des collectivités territoriales) et hospitalière (loi Bachelot) s'ajoutent celles relatives aux services publics à réseaux à l'image du projet de privatisation du service public postal ou de l'amointrissement du fret assuré par la SNCF...

- **Plus que jamais, les statuts, les droits et les garanties collectives du monde du travail sont attaqués** : qu'il s'agisse du statut de la fonction publique avec la loi dite de la mobilité qui permet notamment le licenciement des fonctionnaires et un recours massif à l'intérim, du code du travail avec la loi sur le travail dominical ou encore des attaques contre le droit à la retraite avec la tentative de mise en cause des années de majoration de durée d'assurance des femmes au titre des enfants ou encore du recul à 67 ans de l'âge légal du droit au départ à la retraite...

Dans un tel contexte, les ministères constitutifs de BERCY et les institutions économiques et financières du secteur semi-public restent un outil au service de l'ordre public économique et social actuel tout en étant le cœur de cible des politiques patronales, présidentielles et gouvernementales. Ainsi :

- Loin de remettre en cause les fondements de la crise systémique, les politiques fiscales, budgétaires, financières, économiques et industrielles mises en œuvre ont pour objet d'apporter une réponse à la crise de sur accumulation du capital.

- Cette politique a pour objet de mobiliser et d'injecter des volumes colossaux de fonds publics dans le système économique et financier (en faveur des entreprises ou encore des banques...), de faire supporter les prélèvements obligatoires (impôt et cotisation sociale) aux salariés, aux privés d'emploi, aux retraités en lieu et place des entreprises...

- Cette politique a aussi pour objet de créer les conditions d'une diminution sans précédent de la satisfaction des besoins sociaux par le service public laissant ainsi la place à la seule logique capitaliste du marché et du profit.

- Dés lors, tout est fait y compris à Bercy et dans les insti-

tutions économiques et financières pour organiser un affaïssement de l'intervention publique et du contrôle public, sur l'ensemble du territoire en envisageant au titre du projet de loi de finances 3 020 suppressions de postes de fonctionnaires au ministère du Budget, des Comptes publics, de la Fonction publique et de la Réforme de l'État, 324 au ministère de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi, en attaquant et en mettant en cause les missions publiques de la DGCCRF et des DRIRE dans le cadre de la réforme territoriale de l'État ou encore la vente à des intérêts privés des logements sociaux d'ICADE, filiale de la Caisse des Dépôts et Consignations... pour ne donner là encore que quelques exemples.

Création d'emplois qualifiés, revalorisation significative des rémunérations versées, statut, droits et garanties des salariés, protection sociale obligatoire et complémentaire de haut niveau qu'il s'agisse de la famille, de la maladie, de la vieillesse, de la santé au travail, de la dépendance, services publics et d'intérêt général, restent au cœur de la construction de revendications et de propositions visant aussi à remédier à la crise systémique.

Pour la fédération des Finances CGT, la construction de rapports de forces du plus haut niveau possible reste une condition essentielle afin d'imposer au patronat et aux pouvoirs publics d'autres choix.

C'est pourquoi la fédération des Finances appelle les agents des Finances, actifs, retraités, fonctionnaires ou non titulaires, salariés de droit privé :

- À se réunir en assemblées générales avec leurs organisations syndicales pour débattre de la situation revendicative, de leurs revendications et de leurs propositions.

- À faire **d'octobre 2009, un mois de mobilisation** par l'inscription la plus massive et la plus unitaire possible des agents des Finances :

♦À la consultation citoyenne du 3 octobre pour dire non à la privatisation du service public postal.

♦Aux initiatives qui seront prises par les organisations syndicales CFDT, CFE-CGC, CGT, FSU, Solidaires, UNSA, le 7 octobre lors de la journée mondiale de mobilisation des travailleurs pour le travail décent, à l'appel de la Confédération Syndicale Internationale.

♦Aux initiatives et manifestations du 17 octobre pour le droit des femmes.

♦A la journée d'action du 22 octobre pour l'emploi et l'industrie.

La fédération des Finances CGT participera avec son Union Fédérale des Retraités aux actions organisées le 16 octobre prochain par les organisations syndicales de retraités CGT, CFDT, CFE-CGC, UNSA, FRG-FP.

La fédération des Finances CGT a également décidé de proposer aux fédérations Solidaires, FO, CFDT, CFTC, CGC, UNSA, une rencontre unitaire afin de procéder à un échange sur l'appréciation de la situation revendicative et l'engagement de processus d'action articulant les dimensions professionnelles et interprofessionnelles.

Montreuil, le 22 septembre 2009.

A consulter sur notre site Internet : www.finances.cgt.fr

«Des fiches argumentaires pour une rentrée qui bouge»

Notre presse : Plus forts ensemble : numéro hors-série : Leur crise... Nos réponses.